



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
22 février 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

Deuxième session

Genève, 3-7 mai 2010

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Stratégies de commerce et de développement permettant d'atténuer l'impact de la crise économique et financière mondiale

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

L'actuelle crise économique mondiale, d'une ampleur sans précédent, exige une réorientation fondamentale des modèles de développement dominants: on ne peut continuer à «faire comme si de rien n'était». Tandis que les pays mettent en œuvre des stratégies en vue d'atténuer la crise et de rétablir la croissance, se pose la question du rôle de la mondialisation en tant que moteur de la croissance et du développement. Pour parvenir à une forte croissance, il faut non seulement adopter des mesures à court terme, mais aussi intervenir de manière résolue aux niveaux national et international afin de favoriser la mise en œuvre non seulement de changements structurels profonds dans les modes de production, de consommation et d'échange commercial mais aussi de politiques dynamiques par un État développementaliste dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services. Le renforcement de l'aide, des flux d'investissement et des courants de technologie, ainsi que l'instauration d'une gouvernance mondiale plus cohérente et plus axée sur le développement dans les politiques commerciales, financières et monétaires sont des éléments importants d'un cadre international propice. Pour faire en sorte que le commerce apporte une contribution concrète aux objectifs nationaux de développement et aux objectifs du Millénaire pour le développement, il faut s'appuyer sur les enseignements tirés et adopter de nouvelles approches, en fonction de la situation du pays.

Introduction

1. La crise alimentaire, énergétique et financière et sa transformation en crise économique mondiale en 2008 – qui a eu un impact profond sur l'économie réelle – ont entraîné une récession mondiale et un effondrement du commerce international en 2009, annulant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Récemment, des signes positifs sont apparus sous la forme d'une reprise de la croissance économique et des échanges commerciaux. Cet optimisme est néanmoins tempéré par la sévérité et la profondeur de la crise dans de nombreux pays et par le fait que les causes profondes de la crise systémique n'ont pas encore été bien traitées. L'ampleur du chômage, le taux élevé d'endettement (dépassant souvent le produit intérieur brut (PIB)), la faiblesse des dépenses des ménages, la diminution des prêts bancaires, la hausse du coût du capital, la baisse de la production et la croissance, la disparition progressive des effets des plans de relance et la persistance de déséquilibres mondiaux sont autant de facteurs qui peuvent entraver la reprise naissante. Les difficultés économiques profondes ont entraîné une «crise du développement». La tâche de la communauté internationale est de permettre une croissance soutenue et une réorientation des modèles de développement en faveur de politiques plus équitables, axées sur l'être humain et durables.

I. La crise, le commerce international et le développement

A. Le dynamisme du commerce et la création de richesses

2. La dernière décennie a été caractérisée par le dynamisme du commerce et la participation accrue des pays en développement, qui ont permis d'enregistrer une forte croissance et des progrès importants dans la réalisation des OMD, bien que la pauvreté et l'absence d'accès aux services essentiels (santé, eau, éducation et logement) restent généralisées. D'où la part élevée du commerce international dans le PIB des pays en développement, qui est passée de 35 % en 2000 à 42 % en 2008 et de 23 % à 29 % pour les PMA. Dans les pays développés, elle s'établissait à 22 % et 28 % respectivement¹.

3. Les exportations de marchandises ont augmenté chaque année entre 2000 et 2008, en moyenne de 17,1 % dans les pays en développement, de 23,2 % dans les pays les moins avancés (PMA), de 11,2 % dans les pays développés et de 13,6 % au niveau mondial. En conséquence, la part des pays en développement dans les exportations mondiales est passée de 31,2 % à 38,7 % (celle des pays développés de 65,7 % à 56,6 %). Pour la première fois depuis quelques dizaines d'années, les PMA ont vu leur part globale dépasser 1 % en 2008, mais ils sont restés marginalisés. Les prix des produits de base ont atteint un sommet historique à la mi-2008, surtout ceux des métaux, des minéraux et du pétrole brut. Mais, de nombreux pays en développement enregistrent un déficit persistant de leur balance des comptes courants. Entre 2000 et 2007, la balance commerciale totale des PMA a enregistré un déficit record de 18,2 milliards de dollars en 2003, qui a été ramené à 2,7 milliards de dollars en 2007.

¹ Les données reprises dans la présente section proviennent de la base GlobStat de la CNUCED.

4. Les exportations mondiales de services ont augmenté de 13,5 % par an en moyenne entre 2000 et 2008. Les exportations des pays en développement ont progressé à un rythme plus rapide (15,6 %) que celles des pays développés (12,6 %), se traduisant par une hausse de leur part des exportations mondiales de services, qui est passée de 22,8 à 25,9 %. La part des PMA est restée stable à 0,5 %.

B. La crise – résultats économiques et commerciaux

1. Récession mondiale, échec de la réglementation et impact sur la pauvreté

5. L'économie mondiale est entrée en profonde récession en 2009. La croissance du PIB mondial s'est ralentie pour atteindre 1,9 % en 2008 et a reculé de 2,2 % en 2009². Toutes les régions ont enregistré un ralentissement de la croissance du PIB, qui est passée de 5,4 % en 2008 à 1,9 % en 2009 dans les pays en développement, et de 7,2 % à 3,3 % dans les PMA. Le commerce mondial s'est effondré, les prix des produits de base ont fortement baissé et les flux financiers ont diminué. Les gouvernements ont vu leurs recettes chuter et la dette publique gonfler, entraînant un endettement important dans l'Union européenne (UE) et aux États-Unis. Pour 2010, les premières prévisions indiquent une reprise de la croissance du PIB mondial de 2,4 %, caractérisée par une progression plus forte dans les pays en développement (5,3 %) et une faible reprise dans les pays développés (1,3 %). La récession mondiale pourrait ne pas se transformer en dépression de longue durée (bien que cela puisse être le cas dans certains pays développés), mais la reprise reste fragile.

6. La faillite des principales institutions financières aux États-Unis et en Europe et les opérations de renflouement ont entraîné une perte de confiance dans les marchés. Les capitaux ont fui les actifs et les marchés à haut risque au fur et à mesure où les participants réduisaient leur exposition au risque et dénouaient leurs positions, notamment au niveau international sur les marchés des pays émergents. De nombreux pays faisant largement appel aux sources extérieures de financement ont souffert des sorties de capitaux et ont parfois eu besoin d'une recapitalisation auprès du Fonds monétaire international (FMI) au titre du soutien de la balance des paiements. Compte tenu des risques systémiques menaçant la stabilité financière, les gouvernements des pays avancés ont renfloué leurs grandes banques et institutions financières. Les gouvernements ont pris conscience que le marché ne pouvait s'autoréguler et ont commencé à améliorer les cadres directif et institutionnel du secteur financier.

7. Cette «crise du développement» s'est traduite par la montée du chômage, par l'accroissement de la pauvreté urbaine et rurale – associée à une chute des revenus des particuliers – et par un accès limité aux aliments de base, à l'énergie et aux services essentiels. L'Organisation internationale du Travail prévoit que le chômage touchera 212 millions de personnes dans le monde en 2009, suite à une hausse sans précédent du nombre de chômeurs de 34 millions par rapport à 2007. Le taux de chômage devrait rester élevé en 2010. Dans les pays en développement, la proportion de travailleurs pauvres a atteint 64 % en 2009, contre 59 % en 2007; en outre, entre 47 millions et 84 millions de personnes sont restées pauvres ou sont tombées dans l'extrême pauvreté³. L'intensité de la pauvreté s'est accrue au sein des pays et entre les pays. Les politiques de développement doivent prendre en compte le fait qu'une croissance économique sans emploi n'est pas durable.

² Département des affaires économiques et sociales (2010). Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010.

³ Ibid.

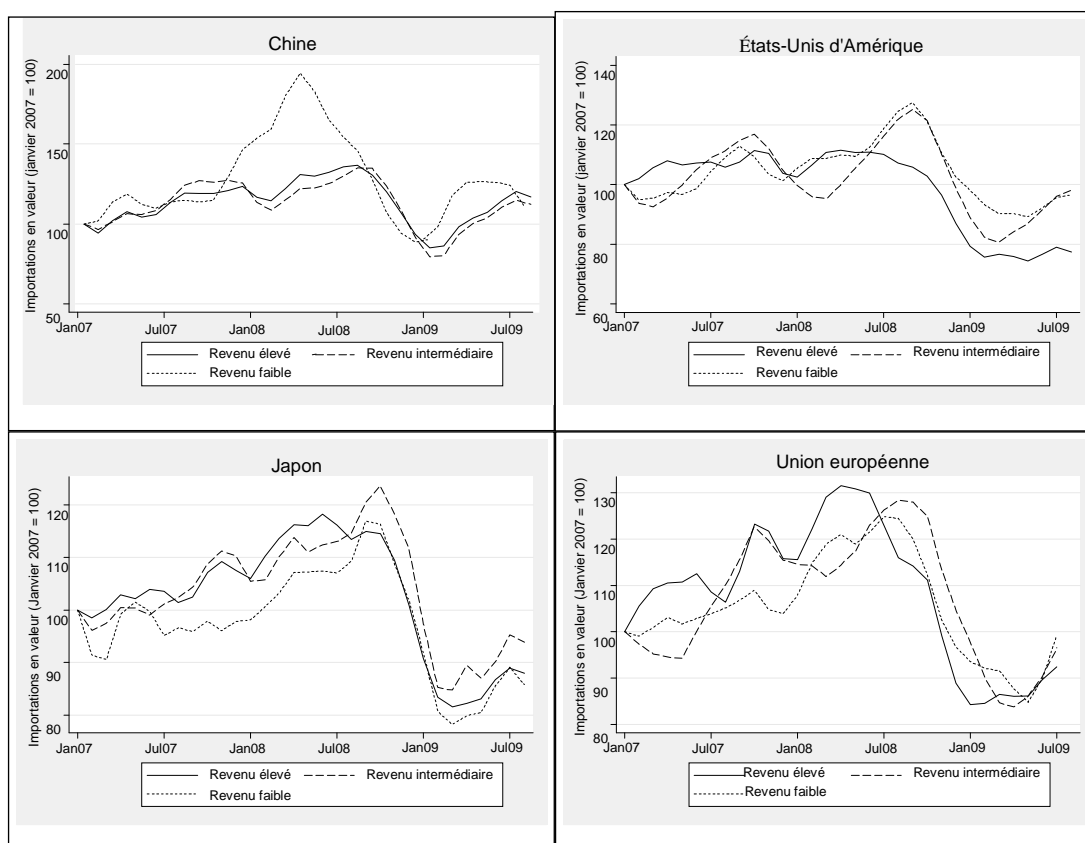
2. Effondrement du commerce et faiblesse de la reprise

8. Le recul de la demande mondiale, conjugué à la diminution des crédits commerciaux, a entraîné une forte contraction du commerce international, dont la croissance est devenue négative à la fin de 2008. Les données du troisième trimestre 2009, même si elles étaient encore négatives par rapport aux mêmes mois de 2008, laissent penser que le commerce international a touché le fond et qu'une reprise est en cours. En moyenne, les échanges mondiaux ont progressé d'un tiers par rapport au creux enregistré début 2009. Il n'en reste pas moins que le commerce international devrait se contracter de 10 à 15 % en 2009 par rapport à 2008.

9. La figure 1 illustre l'évolution des importations non pétrolières sur quatre grands marchés: Chine, UE, Japon et États-Unis. Ces pays représentant la moitié environ du commerce international, toute variation de leurs importations a des incidences importantes sur tous les autres pays. La crise a entraîné une chute comparable des importations de ces quatre entités, qui s'est située autour de 40 % en Chine et dans l'UE, et de 30 % au Japon et aux États-Unis. La reprise enregistrée au troisième trimestre de 2009 y a eu une ampleur différente. Les importations chinoises ont fortement augmenté pour retrouver le niveau atteint fin 2007. La reprise a été plus faible au Japon, aux États-Unis et dans l'UE, où, en valeur, les importations sont encore bien en dessous de celles de 2007.

Figure 1

Importations non pétrolières des quatre plus grandes entités économiques, par origine (indexées sur janvier 2007)

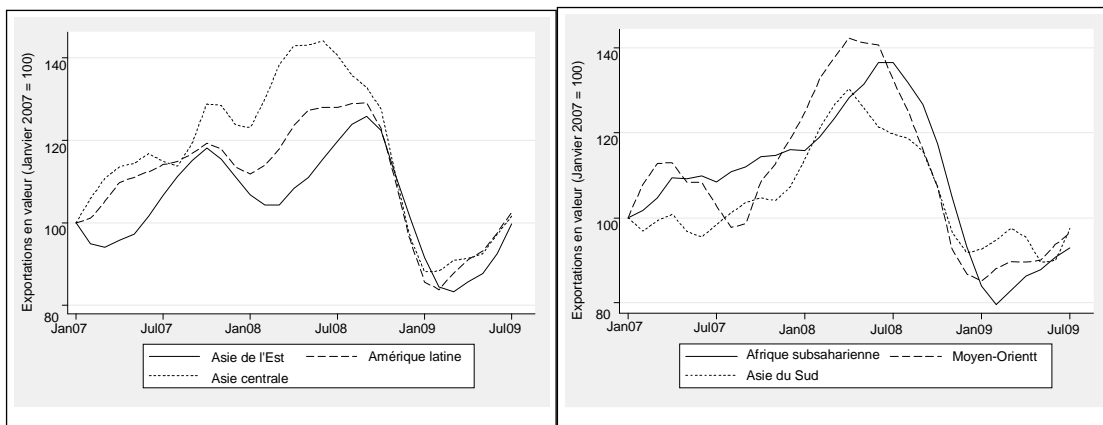


Source: Données statistiques nationales et calculs de la CNUCED.

10. Les pays en développement enregistrent une forte reprise, bien qu'il existe des différences sensibles entre eux. Les figures 2a et 2b illustrent le volume total des exportations de six régions en développement à destination des quatre plus grands marchés. Les exportations de l'Asie de l'Est et de l'Asie centrale et celles de l'Amérique latine ont enregistré une forte baisse, suivie d'une reprise tout aussi sensible au troisième trimestre 2009. La reprise a été faible en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Les exportations des PMA ont progressé de 9 % entre avril et juillet 2009, taux supérieur à la moyenne mondiale de 5 % enregistrée pendant la même période⁴.

Figures 2a et 2b

Exportations non pétrolières de certaines régions en développement (indexées sur janvier 2007)

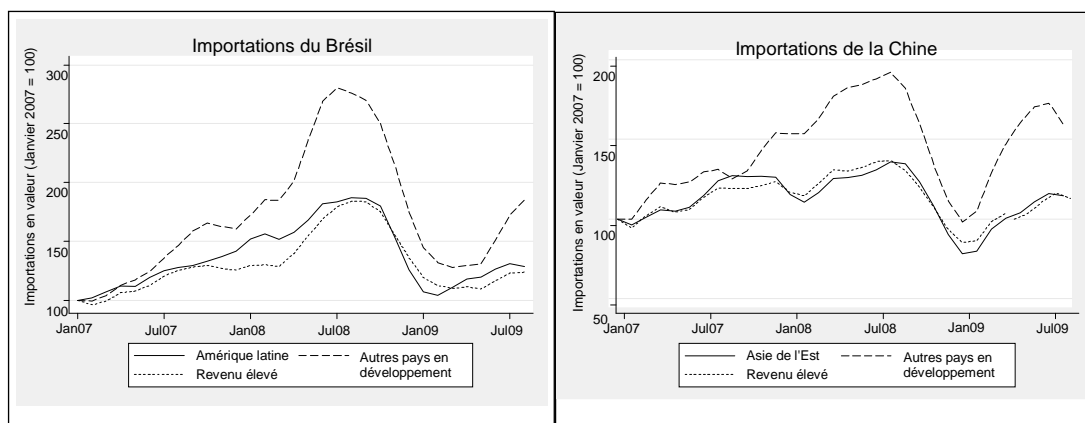


Source: Données statistiques nationales et calculs de la CNUCED.

11. Si les données sur le commerce Sud-Sud sont rares, celles du Brésil et de la Chine donnent certaines indications (fig. 3). Le commerce extrarégional est celui qui a le plus augmenté avant la crise et c'est aussi celui qui a le plus fortement baissé fin 2008 et au premier trimestre 2009. Les importations extrarégionales ont chuté de 50 % environ en quelques mois, mais enregistrent semble-t-il une forte reprise, surtout celles de la Chine. Le commerce intrarégional a connu une évolution différente, comparable à celle du commerce avec les pays à revenu élevé en raison essentiellement d'une interconnexion plus poussée des marchés régionaux et d'une composition différente de la gamme des produits.

⁴ OMC (2009). L'incidence de la crise financière sur les pays les moins avancés.

Figure 3
Importations non pétrolières du Brésil et de la Chine (indexées sur janvier 2007)



Source: Données statistiques nationales et calculs de la CNUCED

3. Évolution des produits et du secteur des produits de base

12. La contraction du commerce international a touché tous les secteurs économiques. De la même manière, la reprise semble généralisée, la plupart des secteurs étant concernés. Par exemple, les importations des États-Unis se sont quelque peu redressées en 2009, bien que dans la plupart des secteurs, elles soient encore inférieures aux tendances historiques. Le rebond tarde à se faire sentir dans les métaux et les minéraux et dans la plupart des échanges agricoles. Les statistiques sur les exportations chinoises indiquent que la reprise a été plus forte dans presque tous les secteurs économiques. Les chiffres sont comparables à ceux observés en 2007, bien qu'ils soient inférieurs à ceux de 2008.

13. Les prix des produits de base ont enregistré une hausse entre janvier et octobre 2009, l'indice des prix des produits de base non agricoles de la CNUCED progressant de 20 %, sous l'impulsion du groupe des minéraux, des minerais et des métaux. Pour certains produits de base, on assiste au retour de positions spéculatives qui pourraient accroître l'instabilité des prix. La dynamique des prix était différente selon les groupes de produits de base. Certains secteurs, notamment le sucre et le café, ont bénéficié d'une hausse de la demande alors que d'autres, comme le coton, ont été durement touchés. L'évolution future des prix reste incertaine dans l'attente d'une reprise économique forte et durable⁵.

14. L'instabilité des termes de l'échange rend difficile toute gestion macroéconomique et accroît l'insécurité économique, freinant les perspectives de croissance des importateurs et des exportateurs nets de denrées alimentaires, d'énergie et de minéraux.

4. Résultats du secteur des services

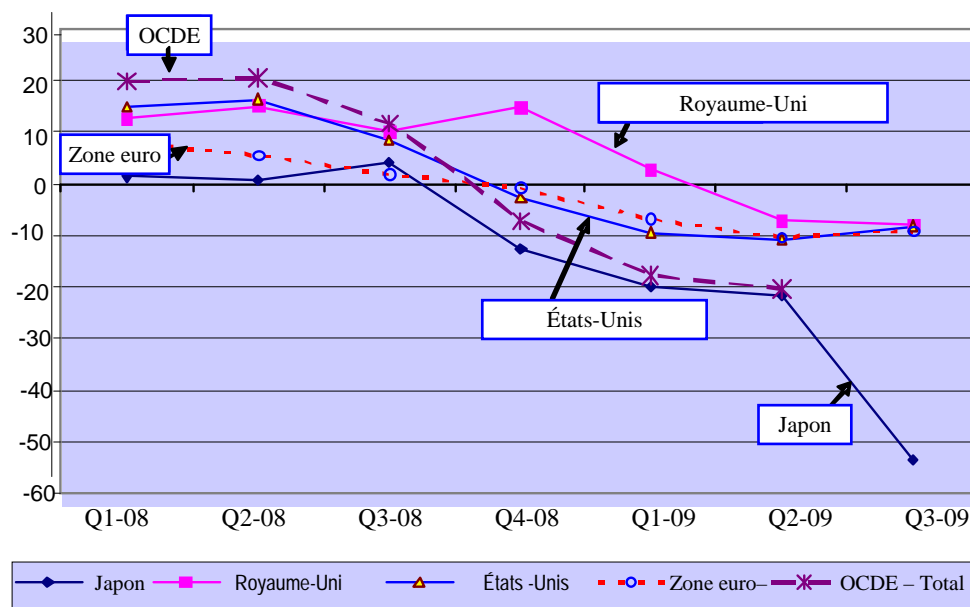
15. Dans le secteur des services, la crise a eu des répercussions néfastes sur les pays tributaires des exportations de services. La demande s'est davantage contractée dans les services sensibles aux revenus – notamment le tourisme et les voyages, les services financiers, la construction, la distribution et les services liés au commerce de marchandises, y compris les transports – que dans les secteurs de l'énergie, de la santé, de l'éducation, des télécommunications et de certains services aux entreprises et services professionnels qui sont considérés comme essentiels. Les exportations mondiales de services ont fortement

⁵ Évolution récente des principaux marchés de produits de base: tendances et contraintes (TD/B/C.I/MEM.2/7).

augmenté en glissement annuel, soit de 12 % en 2008 pour atteindre 3 900 milliards de dollars, progressant de 10,6 % dans les pays développés et de 13,5 % dans les pays en développement. Elles ont reculé à partir du quatrième trimestre 2008 et se sont stabilisées aux deuxième et troisième trimestres 2009 (fig. 4). Il est trop tôt pour conclure à une reprise soutenue du commerce des services car les exportations restent inférieures de 10 à 30 % aux chiffres enregistrés en 2008.

Figure 4

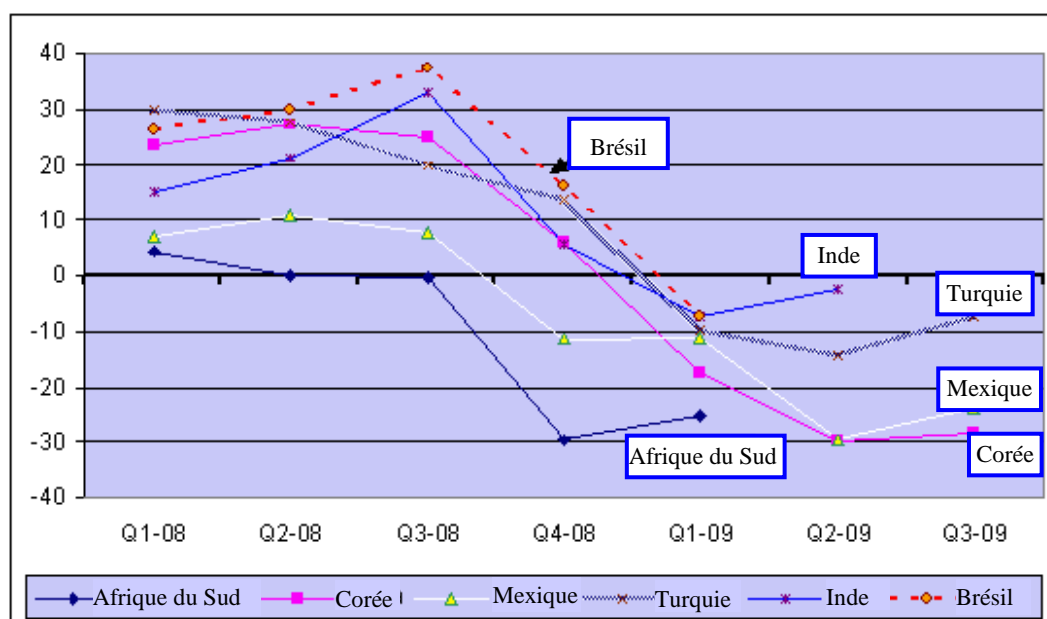
Évolution, en glissement annuel, des exportations trimestrielles de services de certains pays développés



Source: OCDE, Indicateurs économiques clefs à court terme.

16. Certains pays en développement ont enregistré une forte contraction de leurs exportations de services, dont l'ampleur a été plus grande que dans les pays développés (fig. 5). Beaucoup ont connu un recul de 10 à 25 % au premier trimestre 2009, qui s'est aggravé au deuxième trimestre. Le troisième trimestre laisse entrevoir des signes de stabilisation bien que cela se fasse à un niveau nettement inférieur à celui enregistré en 2008.

Figure 5
Évolution, en glissement annuel, des exportations trimestrielles de services de certains pays en développement



Source: OCDE, Indicateurs économiques clés à court terme.

Note: Par «Corée» on entend la République de Corée.

17. La contraction des échanges de services se traduit au niveau sectoriel. Les exportations de services financiers se sont ralenties, le taux de croissance étant de 32 % en 2007 contre 1 % en 2008. Les exportations de services financiers de l'Argentine et du Japon ont été durement touchées (-14 et -12 % respectivement) en 2008, alors qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne, la baisse a été moins sensible (2 %). Une baisse sensible a aussi été enregistrée chez d'autres grands pays exportateurs comme l'Afrique du Sud (-8 %) et le Canada (-3 %). La baisse a été plus forte aux États-Unis au cours des trois premiers trimestres de 2009 (-11 %) ⁶.

18. Les arrivées internationales de touristes ont augmenté, atteignant 922 millions en 2008, et les recettes provenant du tourisme ont progressé à 944 milliards de dollars. De la mi-2008 à la mi-2009, à l'exception de l'Afrique, toutes les régions ont enregistré un déclin, surtout en Europe et au Moyen-Orient. Pour de nombreuses destinations, le tourisme intérieur n'a pas suffi à compenser la diminution de la demande internationale. En 2009, les arrivées internationales se sont établies à 880 millions, en baisse de 4 % par rapport à 2008. Au dernier trimestre 2009, le tourisme a enregistré une reprise qui devrait durer: le taux de croissance annuelle prévu étant de 4 % jusqu'en 2020, les arrivées internationales devraient atteindre cette année-là 1,6 milliard – soit près de 70 % de plus qu'actuellement ⁷. La reprise en cours est due en partie aux mesures de relance que de nombreux pays ont adoptées.

19. La contraction du commerce des marchandises a entraîné une baisse de la demande de services de transport. Le trafic portuaire des plus grands ports à conteneurs du monde, Singapour et Shanghai, a chuté de 13,5 % et 11 % respectivement entre 2008 et 2009. La

⁶ États-Unis, Bureau of Economic Analysis.

⁷ Organisation mondiale du tourisme (2009) (A/18/8).

flotte mondiale a néanmoins continué de s'agrandir tout au long de 2009, à la faveur de la livraison des navires commandés antérieurement. Début 2010, 12 % des capacités mondiales de transport de conteneurs étaient inutilisées et restaient à quai. En conséquence, le nombre des navires réellement utilisés a fortement diminué en 2009, réduisant ainsi les liaisons maritimes internationales et les flux commerciaux. La contraction de la flotte utilisée a été moins sensible sur les principales routes de navigation, illustrant la vigueur du commerce Sud-Sud. Sur le marché du transport aérien, on estime qu'en 2009 les recettes devraient être inférieures de 27 % à celles de 2008. Depuis le milieu de l'année 2009, le volume du fret aérien international a commencé à augmenter. C'est au Moyen-Orient et dans la zone Asie-Pacifique que la reprise a été la plus forte sur les marchés du fret aérien.

20. Les rapatriements de fonds se sont ralentis depuis le dernier trimestre 2008. Selon les prévisions de la Banque mondiale, ils devraient s'établir à 317 milliards de dollars environ en 2009, en baisse de 6,1 % par rapport au montant de 338 milliards de dollars enregistré en 2008. La crise économique, les fluctuations de taux de change et les nouvelles mesures éventuellement prises par certains pays de destination en vue de restreindre l'afflux de main-d'œuvre étrangère, influent sur le montant des fonds rapatriés dans les pays en développement, qui ne devrait augmenter que de 1,4 % en 2010 et de 3,9 % en 2011. Compte tenu de la faiblesse de la reprise, il y a peu de chances pour que le montant enregistré en 2008 soit atteint en 2011.

5. Évolution de l'IED

21. Les flux mondiaux d'IED ont diminué de 14 % en 2008, puis de 39 % en 2009 pour atteindre plus de 1 000 milliards de dollars. Les flux d'IED à destination des pays développés ont chuté de 40 % et ceux à destination des pays en développement et des pays en transition, qui ont progressé en 2008, ont baissé de 35 % et 39 % respectivement. La reprise économique et l'augmentation des bénéfices des entreprises laissent entrevoir un redressement des flux d'IED en 2010. Les investissements des pays émergents offrent de nouvelles perspectives.

6. Flux d'APD

22. Les flux d'aide publique au développement (APD) ont atteint un montant record de 120 milliards de dollars en 2008, tandis que leur part dans le revenu national brut (RNB) a diminué, passant de 0,33 % (taux le plus élevé jamais atteint) en 2005 à 0,3 % en 2008⁸. Ce résultat est à comparer avec l'objectif visant à ce que l'APD atteigne 0,7 % du RNB d'ici à 2015 (et au moins 0,5 % d'ici à 2010)⁹. La crise pourrait entraîner une diminution des flux d'APD, notamment de l'aide au commerce, malgré les engagements internationaux pris au Sommet du G-20 en avril 2009.

7. Déséquilibres commerciaux mondiaux et désalignement des taux de change

23. Un des effets de la crise est la réduction des déséquilibres mondiaux (voir la figure 6) et des désalignements de taux de change. Une des plus grandes craintes est que ces déséquilibres s'aggravent avec la reprise économique. Ceux-ci sont dus en partie à la politique adoptée par les puissances économiques: de nombreux pays à la balance commerciale excédentaire poursuivent des politiques macroéconomiques encourageant les exportations pendant les années antérieures à la crise, tandis que les pays déficitaires affichent de faibles taux d'intérêt et d'épargne qui favorisent la consommation. En l'absence de politiques et de mesures visant à corriger ces déséquilibres commerciaux et

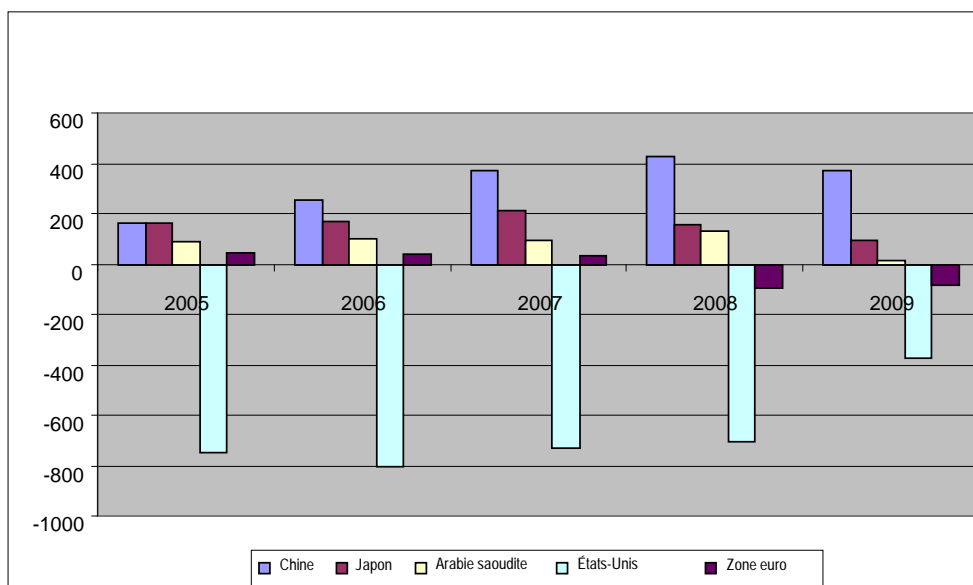
⁸ Base de données en ligne de l'OCDE.

⁹ Communiqué du Sommet des pays du G-20 à Londres, 2 avril 2009.

macroéconomiques mondiaux, la reprise naissante reposera sur des fondations fragiles et incitera les gouvernements au protectionnisme.

Figure 6

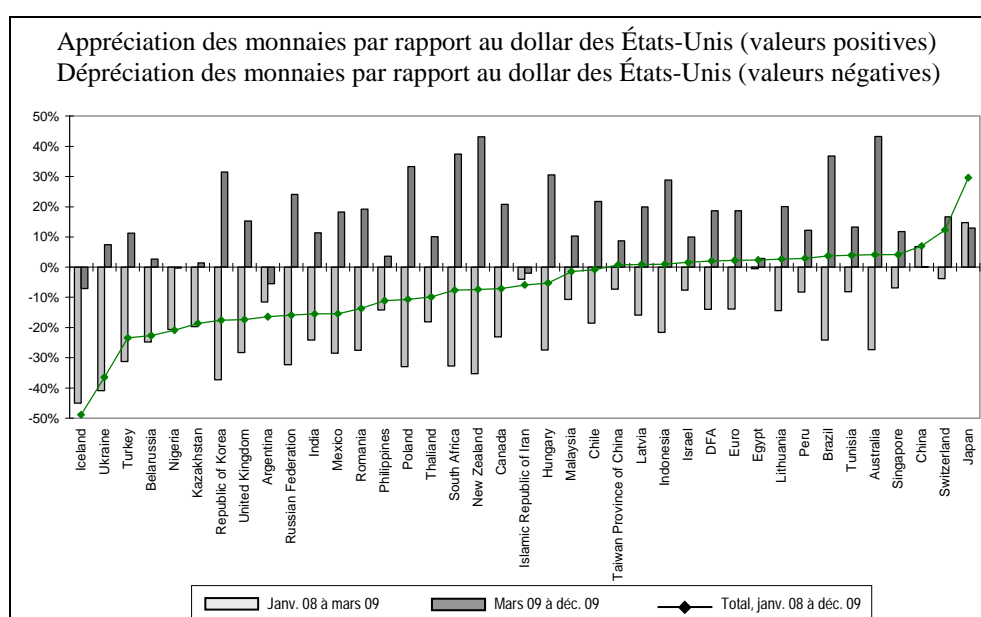
Balances des comptes courants, 2005 à 2009 (en milliards de dollars)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale.

24. La crise économique a fortement touché les marchés des changes (fig. 7). Certains pays ont vu leur monnaie se déprécier par rapport au dollar des États-Unis et à l'euro. L'Australie, la Hongrie, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la Fédération de Russie et la République de Corée ont vu leur monnaie se déprécier de 25 %, voire plus, ce qui a créé des tensions dans certaines régions. Les effets de la dépréciation monétaire étant comparables à ceux de subventions à l'exportation ou de taxes à l'importation, on craignait que certains pays ne s'efforcent d'atténuer les effets de la crise en recourant à une dévaluation compétitive.

Figure 7



Source: Calculs de la CNUCED.

25. Les données récentes laissent penser qu'il n'y a pas eu de dévaluation compétitive. Au deuxième semestre 2009, dans la plupart des cas, la tendance à la dépréciation de la plupart des monnaies par rapport au dollar s'est inversée. En décembre 2009, le désalignement des diverses monnaies s'est estompé. D'où la nécessité de trouver une solution pour stabiliser les taux de change, notamment grâce à la coordination des puissances économiques.

8. Perspectives à court terme du commerce mondial

26. Les contractions du commerce enregistrées au cours des soixante dernières années, souvent précédées de crises du secteur financier, ont été suivies d'une reprise rapide. On prévoit, à la faveur d'un lent redressement de la demande, un rebond du commerce international. En effet, une reprise s'est produite: dans certains pays, elle s'est caractérisée par une courbe en V et par des volumes d'échanges comparables à ceux du début de l'année 2008. Elle est le résultat de mesures d'atténuation et d'une augmentation des stocks (restockage) des entreprises et, dans une moindre mesure, de la hausse de la consommation et de l'investissement. La question qui se pose est de savoir si cette reprise sera durable ou non. Cela dépendra en grande partie de la teneur, de l'impact et de la durée des stratégies anticrise et des stratégies de développement durable. Compte tenu du rythme actuel de la reprise, on prévoit une progression du commerce mondial de 5,4 % en 2010¹⁰. La plupart des pays renoueront avec les volumes d'échanges commerciaux antérieurs à la crise en 2010 – le commerce international devrait alors représenter entre 13 000 et 14 000 milliards de dollars et continuer à progresser en 2011.

¹⁰ Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010.

II. Stratégies d'atténuation de la crise et relance économique

27. Les mesures dynamiques prises pour sauver les secteurs touchés et accroître la résilience économique avaient une grande portée. Elles peuvent profondément modifier le paysage international en matière de production, de consommation, de commerce et de développement. Elles comprenaient aux niveaux national et régional: a) des interventions immédiates et ciblées, notamment des plans de relance, destinés à sauver le secteur financier et à soutenir les secteurs touchés (par exemple, le secteur automobile), à sauver des emplois et à aider les exportateurs, et b) des stratégies à moyen et long terme visant à accroître les dépenses publiques dans les infrastructures sociales et économiques afin de stimuler la demande intérieure, de créer des emplois, de former le capital humain, de renforcer les capacités productives, notamment par des mesures d'incitation et d'innovation, d'améliorer la compétitivité, de mettre en œuvre des changements structurels, d'accroître l'efficacité dans les domaines de l'énergie, des matériaux et des ressources, de modifier la répartition des sources d'énergie aux fins de l'atténuation des changements climatiques, et de diversifier les produits et les marchés d'exportation. Sur le plan international, il est indispensable de renforcer l'aide au développement, les courants de technologie et les flux d'investissement, ainsi que d'améliorer la gouvernance mondiale et d'accroître la cohérence des politiques commerciales, financières et monétaires.

28. Des pays comme la Chine (encadré 1), Maurice, l'Afrique du Sud et la République de Corée ont à la fois pris des mesures pour sauver les secteurs financier et économique et adopté des réformes structurelles globales et plus profondes. La mise en œuvre d'une mesure, quelle qu'elle soit, dépend de la marge d'action et des capacités budgétaires et institutionnelles, les gouvernements des puissances économiques étant les mieux à même de mener des réformes importantes.

Encadré 1. Mesures globales de redressement adoptées par la Chine

La relance budgétaire et les autres mesures adoptées par la Chine ont atténué l'impact de la crise sur l'économie et ont accéléré la restructuration économique en faveur d'une croissance fondée sur le développement synergique de l'agriculture, du secteur manufacturier et des services, et sur la réorientation de son modèle au profit d'une croissance plus équilibrée, durable et respectueuse de l'environnement. Parmi les mesures axées sur la demande intérieure figurent un programme de relance budgétaire totalisant 4 000 milliards de yuan renminbi à investir en 2009-2010 et d'autres mesures telles que: des mesures immédiates favorisant la consommation, la réforme et l'ajustement de l'imposition, la réduction et l'exonération de droits et de taxes, la restructuration industrielle, le soutien des petites et moyennes entreprises (PME) et l'aide à l'emploi. Sept domaines (fig. 8) ont été considérés comme faisant obstacle au développement, entravant la consommation et jouant un rôle essentiel dans le développement durable et écologique (réduction de l'impact sur l'environnement, technologie et innovation et restructuration industrielle). Des investissements considérables ont été mobilisés pour financer ces nouveaux secteurs de croissance. La Chine s'est redressée plus vite à la faveur d'une courbe de résultats économiques en V.

29. Dans les pays africains, les PMA et les petits pays économiquement vulnérables, les mesures à prendre pour atténuer la crise sont limitées car les sources de financement du développement sont modestes et en diminution, et l'endettement public est élevé. Il importe toujours autant que les PMA mènent des réformes structurelles en vue de réduire leur vulnérabilité et d'accroître leur développement, notamment en recentrant leur politique sur le développement de capacités productives qui augmentent la valeur ajoutée et d'infrastructures matérielles, la mise en place d'un État catalyseur et développementiste et

l'apport d'une aide multilatérale efficace¹¹. Ces questions méritent d'être examinées à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA en 2011.

A. Atténuation de la crise et réformes structurelles

1. Financement du commerce

30. La restriction des crédits commerciaux et leur coût trop élevé ont entraîné une contraction du commerce international. Selon les estimations de la Banque mondiale, 85 à 90 % de l'effondrement du commerce mondial depuis 2008 est dû à la chute de la demande internationale et les 10 à 15 % restants à la diminution des crédits commerciaux. Le FMI estime que les «besoins» non satisfaits de financement du commerce se situent entre 100 milliards et 300 milliards de dollars.

31. Les interventions des gouvernements et des institutions financières internationales ont joué un rôle essentiel en vue d'injecter des capitaux, d'accroître la liquidité et de contribuer à l'atténuation des risques. Les institutions financières internationales ont injecté un montant considérable de capitaux dans le commerce mondial. À côté de son programme mondial de facilitation du financement du commerce, la Société financière internationale a lancé un nouveau programme mondial visant à accroître la liquidité et à atténuer les risques à l'appui du financement du commerce. La Banque mondiale encourage les mesures tendant à faciliter l'accès aux crédits commerciaux à un coût abordable dans les pays en développement. En avril 2009, les pays participant au Sommet du G-20 se sont engagés à débloquer 250 milliards de dollars de crédits commerciaux et les Gouvernements ont renforcé leur assurance-crédit et leurs garanties à l'exportation.

32. La Banque africaine de développement a lancé un programme de financement du commerce. Le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international a mis en place des instruments destinés à atténuer les difficultés d'accès aux crédits commerciaux. La Banque interaméricaine de développement a créé un fonds de liquidité d'urgence d'un montant de 6 milliards de dollars destiné aux banques commerciales, et a développé son programme de facilitation du financement du commerce. Afrexim Bank a négocié auprès de la Banque d'import-export de Chine une ligne de crédit de 100 millions de dollars afin de financer des échanges et des projets.

33. Les initiatives de coopération Sud-Sud peuvent faciliter l'accès aux crédits commerciaux, réduire les coûts commerciaux et stimuler l'investissement. Par exemple, le Réseau mondial de banques d'import-export et d'institutions de financement du développement tire parti des synergies entre les unes et les autres pour répondre aux besoins de financement du commerce Sud-Sud.

2. Plans de relance et de sauvetage

34. Plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des plans de sauvetage, des mesures d'aide et des plans de relance budgétaire dont l'ampleur variait considérablement. Les plans des États-Unis et de la Chine s'élèvent respectivement à 787 milliards de dollars (soit 5 % du PIB) et 585 milliards de dollars (soit 13 % du PIB), alors que celui du Bangladesh se situe autour de 500 millions de dollars (0,6 % du PIB). Il existe des différences au sein de chaque région: dans l'UE, les plans de relance représentent entre 2,64 % (Allemagne) et 0,2 % (Italie) du PIB et en Amérique latine, entre 0,3 % (Brésil) et 2,2 % (Chili) du PIB. Le montant total des plans de relance est évalué à 2 600 milliards de dollars au niveau mondial,

¹¹ CNUCED (2009), *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés: l'État et la gouvernance du développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.09.II.D.9).

auquel s'ajoutent 20 000 milliards de fonds garantis par les États pour sauver le secteur financier¹². Ces plans ont représenté en moyenne autour de 3,7 %, 4,7 % et 5,8 % du PIB des pays développés, des pays en développement et des pays en transition, respectivement¹³.

35. Les interventions publiques ont porté en grande partie sur le secteur financier. De nombreux pays ont recapitalisé leurs banques. Dans les pays avancés du G-20, les fonds consentis ont représenté en moyenne 3,2 % environ du PIB, mais la proportion varie en fonction des pays (allant de 4,6 % aux États-Unis à 0 % en Australie et en Espagne). Les Gouvernements et certaines banques centrales ont accordé des prêts directs d'un montant considérable et ont acheté des actifs non liquides des institutions financières. Les montants déboursés ont représenté en moyenne 5,8 % du PIB dans les pays développés et 0,3 % dans les pays en développement. Les plans de sauvetage du secteur financier mis en œuvre au Japon, en Norvège et au Royaume-Uni ont dépassé 10 % du PIB. Dans les pays émergents, l'appui au secteur financier a été limité. Les pays en développement doivent renforcer leur secteur et leur marché intérieur des services financiers, et mettre au point des mécanismes de coopération régionale afin de contribuer à la stabilité financière et monétaire.

36. Les plans de relance comportaient un volet recettes et un volet dépenses. Au sein de l'UE, l'Autriche, la Finlande et le Royaume-Uni ont mis l'accent sur les recettes, notamment par le biais de dégrèvements fiscaux, alors qu'en Norvège, aux Pays-Bas et en Espagne, les Gouvernements ont surtout pris des mesures en matière de dépenses publiques.

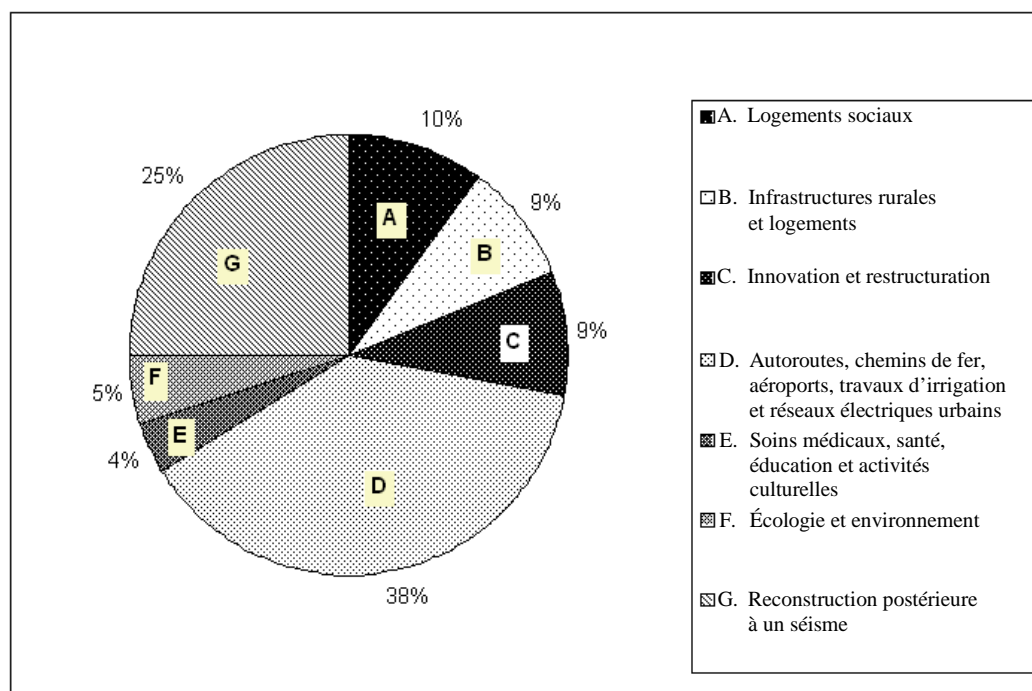
37. En Afrique, quelques pays – comme Maurice et l'Afrique du Sud – ont adopté des mesures globales visant à protéger les emplois, à accélérer le développement des infrastructures et à promouvoir un développement respectueux de l'environnement. En Amérique latine, des pays comme le Brésil ont notamment accordé des dégrèvements fiscaux aux constructeurs automobiles, aux fabricants d'électroménager et aux producteurs de matériaux de construction afin de stimuler la consommation et l'emploi, et ont diminué les taux d'intérêt. Le Mexique, le Chili et le Pérou ont augmenté les dépenses d'infrastructure. Les pays caribéens se sont surtout efforcés d'accroître des recettes touristiques et des rapatriements de fonds en baisse.

38. En Asie, les pays ont mis l'accent sur les dépenses, notamment par le biais des mesures suivantes: a) aide sociale, développement des infrastructures, innovation scientifique et technologique et investissements accrus dans les mesures environnementales (Chine, par exemple, voir la figure 8); b) création d'emplois; c) versement de subventions aux exportateurs et dépenses consacrées à l'agriculture, au secteur de l'énergie et à la sécurité sociale (Bangladesh); d) investissements dans les industries stratégiques, les infrastructures, l'éducation et la formation (Malaisie). Dans le Pacifique, les pays se sont souciés surtout de l'accès aux services sociaux, à l'alimentation et à l'énergie, et du renforcement de la coopération et de l'intégration régionales.

¹² Situation et perspectives de l'économie mondiale 2010.

¹³ CNUCED (2009). *Rapport sur le commerce et le développement, 2009* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.09.II.D.16).

Figure 8
Le plan de relance chinois



39. La réalisation d'investissements à long terme dans les infrastructures publiques, le financement de projets déjà prévus et l'aide aux investissements privés créent des emplois, renforcent les liaisons et élargissent l'accès aux marchés internationaux. Tout cela est particulièrement important pour les pays sans littoral, les pays de transit et les petits États insulaires en développement. Les investissements dans les transports remédieront aux contraintes de capacité et permettront l'essor du commerce, tout en réduisant l'impact sur l'environnement et en améliorant l'adaptation aux changements climatiques. Plusieurs initiatives englobent des impératifs de développement propre, comme l'aide de la Chine aux constructeurs pour la conception d'automobiles économes en énergie ou la promotion des énergies renouvelables.

40. Dans son budget pour 2009, l'Afrique du Sud a lancé une stratégie globale et l'un des plus grands processus d'expansion du secteur public, pour un montant dépassant 140,87 milliards de rand (18,17 milliards de dollars). Sont visés: a) les transports publics, les routes et les réseaux ferrés; b) la gestion de la demande d'électricité, assortie de mesures fiscales encourageant les investissements dans les technologies économes en énergie; c) les écoles, dispensaires et autres projets d'infrastructure provinciale; d) les systèmes de gestion de l'eau en gros; e) les projets de logement social; f) le développement industriel et les programmes axés sur les petites entreprises; g) les subventions à la production et au développement de nouvelles automobiles; h) le développement rural et l'aide aux petits agriculteurs; i) le renforcement des institutions s'agissant de la protection des consommateurs, de la concurrence et des capacités d'essai du Bureau des normes.

3. Réformes de la réglementation et des institutions

41. La crise a démontré l'importance des cadres réglementaires et institutionnels. L'essor du marché financier qui a précédé la crise n'était pas allé de pair avec l'adoption de réglementations adaptées aux marchés nationaux et mondiaux. Les carences de la réglementation dans ce cadre déréglementé sont apparues au grand jour dans les domaines suivants: contrôle de la sécurité des produits financiers complexes et à haut risque, protection des consommateurs, gestion des risques et de l'endettement, réglementation des institutions financières non traditionnelles, agences de notation, évaluation du risque systémique, réglementation du ratio de fonds propres, aléa moral et structure d'incitation liée aux systèmes de compensation. Pour empêcher de futures crises, il est essentiel que chaque pays adopte des cadres réglementaire et institutionnel nationaux bien conçus et adaptés à sa situation et à ses capacités et que s'instaure une coopération internationale en matière de réglementation. La refonte des réglementations du secteur financier aux niveaux national et international est désormais à l'ordre du jour. Diverses réformes sont envisageables en vue d'instaurer un secteur financier plus stable susceptible de financer à long terme les secteurs productifs. Nombreux sont ceux qui souhaitent aussi que la réglementation débouche sur une plus grande efficacité sociale et sur des marchés équitables¹⁴.

4. Renforcer et diversifier la production et accroître la compétitivité

42. Les pays ont adopté des mesures visant à promouvoir la compétitivité à long terme de l'industrie, notamment la formation de capital humain. Nombre d'entre eux se sont efforcés de trouver de nouveaux produits et de nouveaux marchés et d'être compétitifs. Par exemple, le Rwanda revoit sa politique commerciale dans le but d'accroître ses capacités d'approvisionnement, surtout dans les secteurs favorables aux pauvres tels que les services et certains produits de base (notamment café fin et sélectionné, et soie), avec l'aide de la CNUCED.

43. Avec l'appui de la CNUCED, certains pays en développement – tels que l'Ouganda (encadré 2), le Kirghizistan et le Népal – ont revu leur politique dans le secteur des services afin d'accroître la contribution de ce dernier au développement.

Encadré 2. Développement des services en Ouganda

L'examen de la politique nationale ougandaise dans le secteur des services a mis en lumière les possibilités qu'offre ce secteur – en particulier les services professionnels, les services d'assurance et les services de construction – d'accroître la productivité nationale, le montant des fonds rapatriés ainsi que les connaissances et l'ouverture aux nouvelles technologies. Pour en tirer parti, il faut augmenter la demande intérieure et les capacités de production, de même que les exportations, en particulier grâce à l'émigration de travailleurs temporaires. L'examen a débouché sur l'ébauche d'un plan d'action visant à améliorer les services nationaux en: a) renforçant les établissements nationaux de formation, en particulier dans les secteurs des services de construction et d'assurance, afin que davantage d'Ougandais puissent être employés dans ces secteurs aux effectifs croissants; b) mettant en place un fonds de garantie à la construction destiné à aider les maîtres d'œuvre et les constructeurs à obtenir des garanties en matière de soumission, de bonne exécution et de paiement anticipé; c) proposant des microassurances privées dans les réseaux existants de microcrédits afin de toucher les pauvres des zones rurales en matière d'assurance santé; d) négociant la reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires et professionnelles

¹⁴ TD/C.I/MEM/3/5.

des comptables, juristes et ingénieurs, afin d'accroître les exportations de services professionnels dans la Communauté de l'Afrique de l'Est; e) augmentant les exportations de services professionnels à destination de marchés plus lointains par des activités de promotion; f) encourageant les entreprises étrangères – qui fournissent actuellement 85 % du marché national de la construction – à travailler avec des entreprises nationales par le biais de coentreprises afin de garantir un véritable transfert de technologie et d'accroître les capacités et la part de marché des entreprises locales.

Source: CNUCED 2009.

44. L'enveloppe financière d'environ 9,3 milliards de roupies mauriciennes (321 millions de dollars), représentant 3,4 % du PIB, prévue par le Gouvernement mauricien pour atténuer la crise englobe un plan de relance, la rémunération des fonctionnaires suite aux recommandations salariales formulées par le Pay Research Bureau, et l'allocation de fonds pour imprévus.

Ce plan met l'accent sur les investissements à réaliser dans l'agrandissement et la modernisation des infrastructures portuaires et crée six fonds destinés à concrétiser le projet «Maurice île durable», à accroître la sécurité alimentaire, à renforcer l'éducation et les connaissances, à améliorer les infrastructures locales, à mettre en œuvre les engagements en matière de logement social et à augmenter la compétitivité des industries et des PME locales.

45. Le Bangladesh a adopté des mesures visant à atténuer la baisse du montant des fonds rapatriés: a) réinsertion et formation professionnelle des travailleurs expatriés revenus au pays après avoir perdu leur emploi; b) initiative diplomatique visant à empêcher la réduction des effectifs et à explorer de nouveaux marchés du travail à l'étranger; c) renforcement du Conseil national de la mise en valeur des compétences en vue de constituer un gisement suffisant de main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins des marchés internationaux du travail.

46. La République de Corée s'est remise de la crise plus rapidement que d'autres pays grâce à sa stratégie globale, qui comprend un plan de relance d'un montant de 38,1 milliards de dollars, représentant 4 % du PIB (encadré 3). Selon les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle affichera l'un des taux de croissance économique les plus élevés parmi les pays membres de l'OCDE, soit 2,2 % en 2009 et 3,5 % en 2010.

Encadré 3. La stratégie de redressement de la République de Corée

La République de Corée est l'un des rares pays de l'OCDE où la production dépasse déjà le volume atteint avant la crise. Fort des enseignements tirés de la crise financière asiatique de 1997, le pays a assaini ses finances (ratio d'endettement et équilibre budgétaire) et amélioré la compétitivité des entreprises exportatrices. Le Gouvernement a maintenu le solde de son budget consolidé en excédent et son ratio d'endettement autour de 30 %, ce qui lui permet d'avoir une politique budgétaire active. Un plan comprenant les éléments suivants a été lancé: a) mise en œuvre de mesures en faveur de la liquidité et du crédit; b) baisse des taux d'intérêt et injection de liquidité sur le marché; et c) encouragement au maintien de l'activité des PME par le biais d'un programme d'octroi de liquidité, d'incitations fiscales et d'assurance à l'exportation. Le plan de relance est axé en grande partie sur des stratégies de développement à faible intensité de carbone, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique des bâtiments, les véhicules à faible émission de carbone, les chemins de fer et l'eau ainsi que la gestion des déchets. Afin de stimuler la demande, le Gouvernement a augmenté les dépenses publiques, qui s'élèvent désormais à 6,9 % du PIB, et a réduit les impôts des ménages et des sociétés. Il a

mis en place un budget supplémentaire pour créer des emplois et soutenir les couches défavorisées. Les sociétés ont diversifié leurs marchés et leurs produits d'exportation et ont accru leur compétitivité technologique. La dépréciation de plus de 30 % du won a accru la compétitivité de la République de Corée dans le commerce mondial.

47. Un aspect essentiel de ces stratégies est qu'elles mettent en œuvre des politiques dynamiques dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services – inversant la tendance à une intervention minimale des pouvoirs publics – et mettent l'accent sur la création d'emplois, la conservation d'une part plus grande de la valeur ajoutée, l'établissement de relations interentreprises en amont et en aval, la diffusion de technologie et la formation de capital, et favorisent la durabilité environnementale. Cette réorientation des politiques publiques exige une marge d'action et une latitude budgétaire accrues.

5. Accords multilatéraux et régionaux

48. Les pays en développement ont vu leur rôle dans le système commercial international se renforcer considérablement. Ils représentent une part plus grande du commerce international – dont plusieurs d'entre eux sont le moteur – et constituent la majorité des membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils ont aussi conclu de nombreux accords régionaux et bilatéraux, dont certains portent sur une libéralisation poussée des échanges et des investissements. Compte tenu de cette transformation, le système commercial multilatéral a besoin d'être adapté afin d'inclure les priorités commerciales des pays en développement, et de leur donner la possibilité d'expérimenter des mesures commerciales destinées à promouvoir le commerce, la croissance économique et le développement. Cela s'applique en particulier aux instruments qui ont été utilisés pour le développement industriel et agricole. Une question importante est de savoir dans quelle mesure il reste une marge d'action suffisante pour soutenir le développement de secteurs, d'entreprises et de technologies en particulier.

49. La conclusion du cycle de Doha à l'OMC, dans le sens d'une contribution notable au développement, y compris grâce aux premiers résultats attendus, renforcerait la croissance économique. La septième Conférence ministérielle de l'OMC a décidé par consensus de conclure les négociations en 2010. La contribution immédiate au développement peut porter sur: a) un meilleur accès aux marchés de l'agriculture et des produits industriels présentant un intérêt pour les pays en développement, et l'élimination accélérée des subventions aux exportations agricoles; b) la mise en place accélérée d'un accès des PMA aux marchés en franchise de droits et sans contingent, assortie de règles d'origine plus simples et plus transparentes, c) une réduction ambitieuse des mesures de soutien interne concernant le coton; d) un accès commercialement avantageux au marché des services selon les modes 4 et 1, et la mise en œuvre de modalités spéciales pour les PMA; e) un appui accru au renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce.

50. La longueur des négociations de Doha indique que le système commercial multilatéral a besoin d'être réévalué. Pour stabiliser ce système après les négociations, il faut consacrer suffisamment de temps à la mise en œuvre, aux examens et au renforcement des capacités, en particulier dans les pays en développement, en évitant les risques et les différends liés à la non-exécution et en évaluant l'impact sur le développement. Des mesures correctives audacieuses sont peut-être nécessaires. Il faut remédier au déséquilibre qui existe entre un système commercial multilatéral réglementé et un système financier qui ne l'est pas assez au niveau mondial.

51. Les accords bilatéraux/régionaux de libre-échange se sont multipliés, 266 étant actuellement en vigueur. Certes, ils améliorent les conditions d'accès aux marchés et l'aide au développement des partenaires les plus faibles, mais ils le font au détriment du multilatéralisme. Certains accords Nord-Sud peuvent avoir un effet dissuasif sur les accords

Sud-Sud et restreindre la marge d'action nationale. Il importe de promouvoir le multilatéralisme et de veiller à la cohérence des accords plurilatéraux et régionaux avec ce dernier. Les mécanismes de coopération sont des moyens utiles de renforcer les relations économiques.

52. En améliorant les préférences commerciales, notamment le Système généralisé de préférences, par exemple en y incluant les services, on peut aider à dégager des recettes d'exportation supplémentaires et à promouvoir le développement industriel. On peut augmenter le nombre de produits visés par les schémas préférentiels, en particulier pour les PMA, dans l'optique d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent. Actuellement, les règles d'origine complexes et subtiles relatives aux produits présentant un intérêt particulier dans des secteurs comme l'habillement, l'agroalimentaire et les produits à base de poisson pourraient être rendues plus simples, plus réalistes et plus transparentes, permettre un cumul régional, voire mondial, et être adaptées aux capacités productives des pays bénéficiaires.

53. Des signes de nationalisme économique et de protectionnisme en puissance sont apparus sous l'influence croissante des appels lancés en faveur du sauvetage des secteurs et des emplois touchés par la crise. Endiguer le protectionnisme est donc une priorité. Il ressort d'un rapport conjoint OCDE/OMC/CNUCED que des dérapages ont eu lieu depuis la crise, notamment du fait: a) du relèvement des droits de douane et de l'adoption de mesures non tarifaires visant à protéger la production intérieure dans certains secteurs tels que la sidérurgie et l'automobile; b) de la reprise des subventions aux exportations agricoles; c) de la mise en œuvre de mesures de relance favorisant les biens et services intérieurs au détriment des importations, sous la forme notamment d'aides d'État, d'autres types de subventions et de conditions consistant à «acheter-prêter-investir-employer au niveau local». Ces mesures pourraient avoir des incidences sur l'implantation future de la production et sur la compétitivité. Les mesures mises en œuvre s'inscrivent essentiellement dans le cadre des règles de l'OMC¹⁵. Outre les opérations de sauvetage et certaines mesures touchant les services financiers, l'essentiel des mesures que les pays ont mises en œuvre ou sont en passe de mettre en œuvre sont des mesures de défense commerciale s'inscrivant dans le cadre de l'OMC, une troisième catégorie de mesures étant l'augmentation des droits de douane au sein des engagements contraignants pris à l'OMC.

6. Commerce Sud-Sud

54. Le commerce Sud-Sud est un moteur en puissance de la croissance du commerce. La part du commerce Sud-Sud de marchandises dans les exportations totales des pays du Sud est passée de 38 % en 2000 à 48 % en 2008, ce qui veut dire que bientôt la moitié des exportations totales de ces pays seront destinées à d'autres pays en développement. La consolidation et le renforcement de la coopération Sud-Sud aux niveaux interrégional, régional et bilatéral permettent d'élargir les marchés et d'augmenter la demande intérieure, surtout dans les PMA et les petits pays, et stimulent les réseaux de production.

55. Le Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) est un instrument important. Le 2 décembre 2009, les ministres des pays participant au troisième cycle (de São Paulo) de négociations sur le SGPC se sont entendus sur les modalités de libéralisation du commerce de marchandises, à savoir: a) une réduction linéaire globale de 20 % au moins pour les lignes tarifaires passibles de droits, complétée par un processus de demandes et d'offres et/ou par des négociations sectorielles volontaires; et b) des engagements sur au moins 70 % des lignes tarifaires passibles de droits. Il existe 43 participants au SGPC, dont 22 ont pris part au troisième cycle de

¹⁵ www.globaltradealert.org.

négociations. Les exportations entre participants au SGPC se sont élevées à 600 milliards de dollars en 2007, ce qui représentait 24,1 % des exportations totales de ce groupe de pays.

B. Impact des mesures adoptées

56. Il est difficile d'évaluer l'impact des mesures anticycliques et des politiques d'expansion car on ne sait pas ce qui serait arrivé en l'absence d'intervention. Il ressort toutefois de l'analyse réalisée plus haut et de plusieurs études menées que les mesures d'atténuation ont aidé à contenir la crise et sa propagation, et ont entraîné une reprise rapide. La résilience de la demande sur certains grands marchés et la structure des exportations ont aussi joué un rôle. Les prix des produits de base se sont redressés au début de 2009. Le secteur financier s'est aussi rétabli, même s'il reste vulnérable compte tenu de l'encours des prêts.

57. De nombreux pays en transition ont adopté des mesures d'atténuation, mais leur impact a été affaibli par la dégradation de l'environnement extérieur, notamment par la diminution sensible des prix à l'exportation et des retraits de capitaux. Certains pays, surtout la Fédération de Russie et l'Ukraine, ont enregistré une contraction notable de leur production en 2009. Le retour à la croissance continuera de dépendre de l'environnement économique extérieur et de la confiance des investisseurs. Cela étant, les pays d'Asie centrale devraient renouer avec la croissance en 2009.

58. Il importe de continuer à prendre des mesures anticrise afin de consolider la reprise et de remettre un plus grand nombre de pays en développement sur le chemin de la croissance. Au fur et à mesure où la croissance se confirme, la question de l'abandon des plans de relance devient prépondérante. Elle devrait être examinée avec les acteurs concernés par le calendrier de retrait, le critère le plus important étant la durabilité de la reprise. Il faudrait éviter une stratégie de sortie brutale. Les pays ayant creusé leur déficit budgétaire pour financer la relance, leur situation pourrait devenir intenable si elle se prolongeait. Les pays en développement doivent gérer de manière prudente leurs finances publiques afin de ne pas aggraver l'endettement public et de ne pas risquer d'affecter l'investissement privé. Dans les pays développés, le ratio aide publique/PIB moyen devrait dépasser 100 % en 2010 et peut-être augmenter encore après cette date. L'endettement extérieur des États-Unis s'est élevé à 13 670 milliards de dollars en 2009 (soit 94,5 % du PIB)¹⁶. On craint aussi que la poursuite de l'expansion monétaire soit à l'origine de tensions inflationnistes et de bulles des prix dans les secteurs de l'immobilier et des autres actifs, créant les conditions d'une autre récession¹⁷. Il faut trouver un juste équilibre entre le maintien de mesures de relance et la rigueur budgétaire.

III. Croissance et développement soutenus et durables

59. La crise constitue un avertissement: des réformes structurelles plus profondes sont nécessaires dans la production, la consommation et le commerce afin de tendre vers des modèles durables sur les plans social, économique et environnemental qui créent des emplois et atténuent la pauvreté. La reprise du commerce est une condition nécessaire mais non suffisante. Les gouvernements ont un rôle clef à jouer dans ce processus. La Chine et la République de Corée donnent de bons exemples de la stratégie à suivre. Les réformes ont été élaborées et échelonnées en fonction de la situation locale, en tenant compte du poids,

¹⁶ Estimation initiale du Bureau d'analyses économiques en date du 29 janvier 2010.

¹⁷ Voir Banque mondiale, *Global Economic Prospects: Crisis, Finance and Growth 2010*.

de la complexité et du degré d'avancement de l'économie, ainsi que de l'aide nationale et internationale disponible.

A. Tirer des enseignements des approches du développement

60. Des enseignements peuvent être tirés des réponses apportées par le passé aux problèmes de développement, tout en tenant compte des difficultés actuelles liées à la mondialisation. La stratégie de substitution des importations et le développement industriel fondé sur la constitution de champions nationaux ont dominé la problématique du développement pendant les années 60. L'accent était mis sur l'autosuffisance des pays en développement car la relation de ces pays périphériques avec le centre – les pays développés – était considérée comme intrinsèquement hostile au développement, poussant les premiers à se spécialiser dans le commerce de produits de base dont les termes de l'échange se détérioraient.

61. Les années 70 ont mis en exergue le nouvel ordre économique mondial, préconisant un modèle de développement dans lequel on aiderait les pays en développement à s'intégrer véritablement à l'économie internationale grâce à des mesures internationales de soutien et à un traitement spécial, ainsi qu'à une intervention plus poussée de l'État. La fin des années 70 et les années 80 ont représenté une «décennie perdue» pour le développement, en raison des chocs pétroliers, suivis de la crise de la dette latino-américaine et de l'influence croissante du Consensus de Washington, qui privilégiait l'efficacité économique et les mécanismes de marché, conjugués à la privatisation, la libéralisation et l'ouverture à l'extérieur, notamment dans le cadre de programmes d'ajustement structurel.

62. La crise financière asiatique de la fin des années 90 a remis en cause la théorie du développement qui prédominait à l'époque. Les crises alimentaire, énergétique, financière et économique de 2008-2009 ont montré que la mondialisation, la libéralisation et la déréglementation du commerce et de la finance peuvent aussi avoir des conséquences néfastes si la réglementation et la gouvernance sont inadaptées et inefficaces aux niveaux national et international. Des mécanismes de marché qui fonctionnent bien doivent aller de pair avec des États catalyseurs et développementistes dotés d'une marge d'action qui leur permet de soutenir le développement, de mener à bien les changements structurels et d'associer tous les autres acteurs dans le cadre d'une approche holistique. L'hétérogénéité des politiques adoptées, notamment par les pays d'Asie de l'Est, a permis de promouvoir le développement. Les pays devront concevoir le cadre directif qui leur est le plus adapté.

63. Des théoriciens tels que Rodrik, Hidalgo et Hausmann ont proposé de revoir la réforme des orientations et le développement des produits¹⁸. Par exemple, chaque pays, en fonction de ses avantages comparatifs et compétitifs, doit diagnostiquer ses problèmes de développement et expérimenter en permanence des stratégies visant à remédier à des obstacles précis. En renforçant et en diversifiant la production, surtout au profit de produits avancés et à forte valeur, il importe de disposer, au niveau local, d'intrants très spécifiques pour produire un produit en particulier ou d'un ensemble de capacités. Les gouvernements ont un rôle clef à jouer, surtout dans les pays dont l'économie est moins avancée, en vue d'aider le secteur privé à renforcer ses capacités de produire des produits à plus forte valeur ajoutée.

¹⁸ Hidalgo C. (2009). *The Dynamics of Economic Complexity and the Product Space over a 42 year period*; et Hausmann R., Hwang J. et Rodrik D. (2007). *Journal of Economic Growth*.

B. Promouvoir un meilleur développement durable

64. La crise donne l'occasion d'engager l'économie mondiale dans un processus de croissance plus propre et de développement durable. Il faut concilier la nécessité de maintenir la croissance afin d'éliminer la pauvreté et d'adopter des mesures visant à réduire les émissions de carbone et leurs conséquences environnementales. Les plans de relance économique peuvent enclencher ce processus de transition, à l'image de ce qui a été fait dans certains pays. Il existe quatre moyens de parvenir à une croissance «verte» durable: a) accroître l'efficacité énergétique (qui souvent s'accompagne ou résulte de l'efficacité des matériaux et des ressources); b) intégrer l'agriculture durable, notamment l'agriculture biologique; c) tirer parti des technologies de mise en valeur des énergies renouvelables hors réseau, surtout dans l'optique d'un développement rural durable¹⁹; et d) développer un secteur tertiaire durable.

65. Il est possible que le coût net d'un accroissement notable de l'efficacité énergétique soit négatif. Les avantages à long terme des investissements réalisés dans l'efficacité énergétique sont supérieurs aux coûts en raison des nombreuses possibilités de rattrapage technologique offertes aux pays qui n'utilisent pas d'équipements ou qui utilisent des équipements obsolètes. Bien que les pays en développement à industrialisation rapide offrent les plus grands débouchés en matière d'efficacité énergétique, on estime à près de 30 % la part de ce marché qui peut être exploitée dans les autres pays en développement. L'efficacité énergétique contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la pollution atmosphérique et la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles. Elle permet aussi aux pays d'élargir l'accès de leur population à l'énergie tout en réduisant la nécessité de réaliser de nouveaux investissements dans l'infrastructure énergétique, ainsi que d'accroître la compétitivité et de réaliser des économies dans les dépenses des consommateurs consacrées à l'énergie. Des programmes d'efficacité énergétique axés sur les ménages pauvres peuvent contribuer à atténuer la pauvreté énergétique. Les investissements dans l'efficacité énergétique permettent de développer l'emploi et les exportations, et aident les pays à se préparer à l'avenir, lorsque la croissance à faible intensité de carbone deviendra un facteur important de compétitivité et de développement durable.

66. En exploitant des technologies de mise en valeur des énergies renouvelables, on s'attaque à la pauvreté énergétique, surtout à la pénurie d'électricité dans les zones rurales, car on améliore les conditions de vie générales. L'électrification fondée sur les énergies renouvelables n'épuise pas les ressources naturelles de la planète et ne crée pas de déchets supplémentaires. Elle diversifie la panoplie énergétique nationale et accroît ainsi la sécurité énergétique; et elle comprend des mesures concrètes d'atténuation des changements climatiques. Les projets d'électrification rurale fondés sur les énergies renouvelables peuvent libérer les capacités productives des collectivités rurales – et donc leur assurer des revenus. Les sources d'énergie renouvelables sont créatrices d'emplois, par exemple lorsque des entreprises locales sont constituées pour installer, entretenir, réparer et recycler les produits et les systèmes correspondants. L'expérience acquise débouche sur la création de connaissances, de compétences entrepreneuriales et de capacités de production dans les secteurs liés aux énergies renouvelables, ouvrant ainsi des perspectives d'échange et de coopération au niveau international.

¹⁹ CNUCED (2010), *Trade and Environment Review 2009-2010*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.09.II.D.21.

67. Les biocarburants, qui font partie des énergies renouvelables, jouent un rôle dans l'évolution de la panoplie énergétique. Mais leur contribution sera influencée par: a) l'accès aux technologies et compétences adaptées; b) l'adoption de stratégies de diversification énergétique bien ciblées et de prescriptions réglementaires régissant l'incorporation de biocarburants; et c) l'impact sur la production et les prix des denrées alimentaires.

68. L'agriculture fait face à des difficultés et à des opportunités sans précédent. Parmi les difficultés figure la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire d'une population en croissance rapide, tout en minimisant les conséquences néfastes pour l'environnement. Les opportunités ont trait aux nouvelles options en matière de gestion qu'offrent des méthodes de production différentes, aux évolutions technologiques et à la modification des préférences des consommateurs. Il est essentiel d'opérer une transition vers une agriculture productive et écologiquement durable. Une agriculture durable procure de nombreux avantages aux producteurs, notamment dans les domaines suivants: fertilité des sols, productivité, efficacité énergétique, sécurité du travail et accès aux marchés. En outre, les produits biologiques certifiés sont souvent vendus à un prix plus élevé. Les exportations à destination de consommateurs disposés à payer davantage pour ce type de produits procurent des revenus appréciables aux agriculteurs biologiques des pays en développement. Le marché mondial des produits biologiques a progressé de plus de 15 % par an au cours des vingt dernières années. Entre 2002 et 2007, les ventes mondiales de produits biologiques certifiés ont doublé pour atteindre 46 milliards de dollars et devraient augmenter de 67 milliards de dollars en 2012. Même en pleine crise économique, la demande de produits biologiques continue de croître.

69. Des perspectives s'ouvrent aussi pour les pays en développement dans la production et le commerce durables d'autres produits issus de la biodiversité tels que l'aquaculture durable, l'exploitation forestière durable, les secteurs liés aux produits forestiers autres que le bois et le tourisme durable. Certains pays ont constitué des partenariats avec des organisations nationales et régionales afin d'accroître leurs capacités de proposer des produits et des services à valeur ajoutée issus de la biodiversité.

70. L'économie des services est désormais le secteur le plus prometteur pour l'expansion du commerce, la hausse de la productivité et l'accroissement de la compétitivité, la création d'emplois et l'accès universel aux services essentiels. Le développement de ce secteur joue un rôle fondamental dans une économie intégrée efficace. Les services infrastructurels dynamiques tels que les services financiers, les télécommunications, les transports et l'énergie peuvent favoriser la diversification de l'économie et accroître les capacités de production intérieure. Par exemple, la viabilité des services de transport permet d'en accroître la fréquence, ce qui réduit les coûts de transport et améliore les liaisons. Plusieurs pays en développement ont réussi à se développer de manière notable grâce au commerce des services en tirant parti notamment du mouvement des personnes physiques, de la sous-traitance des services aux entreprises utilisant les technologies de l'information et de la communication, de la construction et du tourisme. Un exemple notable est celui du secteur des services en Inde, qui est l'un des principaux facteurs de résilience de l'économie indienne. En 2008-2009, ce secteur a crû à un taux de 9,3 % alors que l'agriculture et l'industrie étaient en forte baisse. La croissance du secteur indien des services est due à la hausse de la demande intérieure et des exportations (22 %), dans trois domaines clefs – distribution/commerce de gros, services logiciels et services bancaires. Il est essentiel d'intégrer de manière positive les pays en développement, surtout les PMA, dans l'économie mondiale des services et d'accroître leur participation à la production et au commerce de services.

71. Les industries de la création (par exemple, les arts plastiques et du spectacle, l'audiovisuel, l'édition et l'imprimerie, ainsi que les études techniques) peuvent grandement contribuer à une croissance dynamique du commerce. Au cours de la période

2000-2005, le commerce de biens et de services liés à la création a augmenté de 8,7 % par an, atteignant 424,4 milliards de dollars. Les Fidji, le Mozambique, le Sénégal, la Trinité-et-Tobago et la Zambie développent leurs industries de la création, avec l'aide de la CNUCED.

72. Le développement durable exige aussi que l'on s'attaque aux conséquences des changements climatiques. Les mesures de riposte prises dans les domaines des transports, de l'énergie, de la production d'électricité, de l'agriculture et de la foresterie ont des incidences sur le commerce qui devraient être traitées. Il faudrait éviter d'aller vers un protectionnisme environnemental. La difficulté consiste à veiller à ce qu'une transformation structurelle se produise tout en réduisant autant que faire se peut l'intensité de carbone de l'activité économique, et à ce que l'essor du commerce ne se traduise pas nécessairement par une augmentation des émissions.

C. Concurrence et compétitivité

73. La crise peut poser le dilemme de la compétitivité et de la concurrence. Les plans de relance peuvent notifier de manière néfaste les conditions de la concurrence et de la compétitivité des pays en développement. Les gouvernements sont de plus en plus sollicités pour protéger les entreprises défaillantes, en particulier les entreprises nationales, notamment par des dérogations au droit et à la politique de la concurrence. Cela peut favoriser l'apparition de grands acteurs. En cas de crise sévère, il peut être judicieux d'accorder des dérogations au droit de la concurrence dans des conditions particulières. Toutefois, le retour de la concurrence, en particulier de la concurrence interne, est un élément essentiel d'une stratégie de développement viable. La sixième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner tous les aspects de l'ensemble de principes et de règles équitables convenu au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives qui se tiendra en novembre 2010 est l'occasion d'examiner l'impact de la crise économique.

IV. Conclusion

74. La crise mondiale marque un tournant dans le modèle de croissance et de développement. Elle donne la possibilité de réorienter ce dernier au profit de modèles de croissance économique qualitativement et structurellement différents qui soient plus équitables et plus durables sur les plans économique, social et environnemental. Les stratégies de croissance verte portent essentiellement sur l'efficacité énergétique, sur les énergies renouvelables ainsi que sur l'agriculture et les services durables. L'enjeu pour la communauté internationale est de faire en sorte que la reprise se poursuive, notamment grâce à des stratégies dynamiques et globales qui créent des emplois décents et atténuent la pauvreté.

75. La reprise enregistrée dans les pays industrialisés est faible, ce qui veut dire qu'on ne peut plus s'attendre à ce que la principale source de la demande mondiale continue à être le moteur d'une croissance élevée dans le reste du monde. De nouvelles sources de demande extérieure doivent être trouvées dans les pays émergents comme la Chine qui jouent les premiers rôles dans le processus de reprise et deviennent des pourvoyeurs nets de capitaux aux pays développés et aux autres pays en développement. Il faut trouver un nouvel équilibre entre les sources extérieures et intérieures de croissance. Pour de nombreux pays en développement, la croissance proviendra de plus en plus de marchés nationaux, régionaux et Sud-Sud. Pour les pays en développement dont le marché est étroit, la croissance tirée par les exportations demeure une stratégie essentielle. Il est primordial de diversifier les marchés et de préserver leur ouverture.

76. Le rôle d'un État catalyseur et développementiste dans la promotion d'une croissance économique axée sur l'être humain a été mis en lumière par la crise. L'État doit adopter la politique nécessaire, soutenue par des capacités réglementaires, institutionnelles et financières complémentaires, notamment avec l'appui de la communauté internationale. En renforçant et en diversifiant la production, l'État joue un rôle clef dans le renforcement de l'approvisionnement local en intrants très spécifiques et des capacités de production d'un produit donné.

77. Le multilatéralisme et la cohésion mondiale des systèmes commercial, financier et monétaire sont les éléments catalyseurs d'un nouveau cadre de gouvernance économique mondiale qui devrait tenir compte du rôle et des préoccupations des pays en développement. Il importe de renforcer la coordination et la coopération internationales afin de remédier aux déséquilibres macroéconomiques mondiaux. Sans une réforme profonde du système financier et monétaire international, il sera difficile de restructurer, d'améliorer les conditions de vie et d'accroître l'efficacité de manière durable dans l'économie réelle.



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
31 mars 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

Deuxième session

Genève, 3-7 mai 2010

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Stratégies de commerce et de développement permettant
d'atténuer l'impact de la crise économique et financière
mondiale**

Rectificatif

Figure 7

Remplacer DFA par CFA.

Paragraphe 32

Sans objet en français.

Encadré 2, troisième phrase, c)

Lire c) proposant d'urgence...

Paragraphe 76

Sans objet en français.
